



Coupe du bois. Wader (Colombie Britannique), 1913.

Entrevue avec Pierre Jobin

Propos recueillis par
Jean-Guy Beaulieu

Q- Pierre Jobin, j'aimerais que tu m'expliques ta conception du développement régional?

R- Ma conception personnelle du développement régional est celle sans doute de pas mal de monde. De plus en plus, on entrevoit le développement régional comme un phénomène qui déborde les seules considérations économiques. Très souvent quand on parle de développement, on est porté à penser à l'implantation d'usines ou l'installation portuaire plus ou moins majeure selon les cas. Mais de plus en plus, il se dégage chez beaucoup de jeunes, une notion du développement qui est plus large que ça. Par exemple, cette notion de développement inclut quelque chose comme la répartition des revenus. On sait que dans notre société, règle générale, 20% du monde contrôle près de 80% des affaires que ce soit en terme de revenus ou en terme de contrôle économique, politique, social, etc. Donc une certaine redistribution des pouvoirs, des ressources, des revenus et des fonctions également. Ça c'est un des aspects sur lesquels on n'insiste pas encore assez.

Le développement c'est aussi la prise de contrôle par le monde de ce qu'ils sont et de ce qu'ils deviennent. Cet aspect là englobe les dimensions culturelles, économiques, sociales, politiques, etc. Il me semble de plus en plus important parce qu'entre autre, les progrès de la technologie vont permettre une participation plus intéressante de la plupart des citoyens. On a seulement à penser au progrès de l'informatique, des télécommunications et même de la synthèse des deux qu'on appelle du terme encore barbare de télématique. Déjà avec l'apparition de ce phénomène (qui est déjà rendu chez nous) on peut entrevoir une modification de la vision qu'on a du développement; développement économique par exemple parce que la circulation des biens va devenir de moins en moins importante. Donc, si de plus en plus on assiste à un certain ralentissement de la consommation à cause de la croissance économique, on peut penser que la circulation des idées et de l'information va devenir plus important que la circulation des biens. C'est un phénomène qui va considérablement changer toute l'organisation de notre société et qui va lui permettre justement de mieux se contrôler elle-même.

Q- Ces transformations au niveau technologique, informatique, etc., ça va pas au contraire rapatrier le pouvoir au même endroit?

R- Ah! Ça dépend toujours du degré d'optimisme qu'on a, mais j'ai l'impression que ça peut difficilement rapatrier le pouvoir au même endroit parce que tu multiplies tes sources d'accès au pouvoir même si tu concentres de plus en plus de pouvoir dans un même endroit. Tu multiplies tes sources d'accès, et de ce fait, tu favorises la proximité des gens au pouvoir finalement. Actuellement le pouvoir est éloigné géographiquement, physiquement et tu ne peux pas ou peu communiquer avec. Tu ne peux pas toujours parler avec Lévesque, Trudeau ou Clark parce qu'effectivement ils sont loin; c'est physiquement impossible, mais tu peux communiquer avec un ordinateur central ou une banque d'informations. T'as seulement qu'à brancher ton téléphone, à mettre ta

carte de crédit et tu rentres sur le réseau. C'est un changement considérable, c'est une mutation et c'est déjà possible. Global Mail a un accès à sa banque d'information pour qui veut s'abonner. Déjà, actuellement, on peut faire ça ici dans notre région. Il y a également une compagnie à New York qui vient de sortir un système par lequel t'as accès à la banque d'informations du New York Times. Tu as quelque chose comme 2,000 programmes qui vont de la comptabilité aux échecs en passant par la formation, management ou des trucs comme ça. Avec cette nouvelle accessibilité d'informations de tous genres, tu changes beaucoup d'affaires.

Q- C'est pas nouveau pour personne que l'Est du Québec connaît un retard assez important au niveau économique. Certains, comme l'OPDQ, envisagent de l'enrayer en préconisant la mise sur pied de gros projets qui vont, paraît-il, susciter un effet d'entraînement pour d'autres projets de moins d'envergure. D'autres vont nous parler de petits projets issus de la région où l'implication de la population est nécessaire. C'est quoi au fond que ça prend ici afin d'éliminer ce fichu retard?

R- Bon, une chose est certaine, c'est que sur le plan économique on a effectivement un retard. Je comprends que c'est pas la seule dimension du développement comme on a eu l'occasion d'en discuter tantôt. On a un retard important qui se traduit en terme de niveau de vie, de revenus, etc. et la traduction ultime de ça c'est qu'il y a 5,000 personnes qui quittent la région par année. Donc, il y a certainement une menace de ce côté-là. Ça peut éventuellement se corriger soit par de gros projets, on pense par exemple à une usine de carbonate de soude en Gaspésie où l'on parle de 2,000 emplois. Des trucs de ce calibre là, ce ne sont certainement pas des choses à négliger, mais ça me surprendrait que ça suffise pour régler le problème. Une autre orientation qu'on peut se donner consiste à améliorer le rendement des ressources qu'on dispose en augmentant la production, ce qui est possible dans de nombreux cas. On n'a qu'à penser au cas de la forêt où on peut par la sylviculture augmenter le rendement en étirant le processus de transformation. Mais il ne faut pas rêver en couleur enon plus; on ne va pas produire le New York Times ici pour ensuite le retourner. Il est certain qu'il y a toute une gamme de solutions qui peuvent être envisagées, et cela dans bien des domaines, que ce soit au niveau de la transformation du cuivre, des viandes, du poisson, diversification ou transformation des produits laitiers, etc. etc. Donc, il y a moyen de garder plus longtemps ici nos ressources puis les expédier à l'extérieur puisque notre marché local et régional n'est pas suffisant pour absorber toute cette production. Il faut expédier à l'extérieur des produits dont la valeur ajoutée est plus considérable. Ce qui permet de faire travailler beaucoup plus de gens ici. Ça c'est des visions relativement économiques d'une part et relativement orthodoxes du devenir de la région.

Il y a une autre approche qui n'est pas tout à fait au point, c'est pas complètement farfelu même si ça en a l'air, mais je pense que cette réflexion là est suffisamment avancée pour qu'on puisse dire que c'est un modèle sérieusement mis au point. C'est celle qui veut que nos retards relatifs dans le développement économique nous aient permis de faire l'économie d'une révolution

industrielle. On prétend souvent que notre région est suréquipée dans le secteur du tertiaire, on a trop de gens dans le commerce et service, etc. Mais, de plus en plus, on constate que l'économie des pays dits avancés commence à ressembler à ça. Il y a de moins en moins de gens qui travaillent directement sur la production, parce que c'est de plus en plus mécanisé, automatisé. Si on trouvait un moyen pour assurer que le degré de consommation demeure le même tout en automatisant de plus en plus, c'est-à-dire si on trouve un moyen pour mettre de l'argent dans les poches des ouvriers de la production qu'on libérerait d'emploi, ça serait sans doute encore plus poussé comme automatisation.

Donc, finalement, la situation de l'Est du Québec c'est peut-être la situation des économies avancées de 1985 ou 1990. En tous cas, il pourrait y avoir des analogies structurelles fortes si on "peut pas parler" des homomorphismes comme nos amis économistes. D'ailleurs, de plus en plus, on peut penser qu'un type d'économie (toujours dans le modèle inorthodoxe et un peu farfelu) comme celle de notre région, c'est-à-dire axée sur l'exploitation sur place des ressources locales, et puis la production agricole a encore une importance considérable, ça va devenir quelque chose qui va tendre à se propager à cause des coûts énormes de transport, coûts énormes et toujours croissants auxquels on va être confrontés un peu partout en Amérique et en plus des coûts de la relative rareté des sources d'énergie. Donc, probablement qu'un système par lequel tu seras capable de produire le minimum qui est nécessaire pour assurer ta subsistance (un peu de bois, de légumes, de lait, de viande etc.) ça va devenir quelque chose qui ne sera pas dévalorisé, mais qui va au contraire avoir tendance à être valorisé. C'est en fait un renversement de l'opinion vis-à-vis une structure d'organisation sociale comme celle-là.

Q- Comment peut-on envisager le rôle de l'Etat (fédéral, provincial) dans l'optique de cette nouvelle société qui s'implante tranquillement? Il va falloir, à mon avis, que les gouvernements réorientent leurs interventions?

R- Actuellement, le rôle de l'Etat dans notre région, je pense qu'on peut quasiment reprendre les critiques que les nationalistes québécois adressent au gouvernement central à l'effet que son action au Québec consiste à fournir de l'assurance-chômage, etc. Donc, des mesures qui ne sont pas ce qu'on peut appeler des investissements productifs. En fait, même si ça représente des déboursés importants, ce ne sont pas des investissements dans des secteurs directement productifs; les chômeurs par définition ne sont pas des producteurs. Je pense que l'on pourrait reprendre ce reproche là à l'endroit de l'Etat central québécois vis-à-vis ses régions, spécialement celles où la situation économique est plus difficile. Comment ça peut évoluer? C'est difficile de prévoir. On peut se donner des objectifs quitte à ce qu'on constate chaque fois en se cognant la tête sur les murs qu'on ne les atteint pas. Je pense que l'Etat devrait intervenir au niveau de la redistribution, ce qui peut se faire entre les individus, quoiqu'on constate que la fiscalité, en tous cas dans l'économie canadienne et québécoise, n'a pas au cours des dix dernières années favorisé énormément une répartition plus égale des revenus, même si c'est une des fonctions qu'elle est

sensée exercer. On peut penser à des formules équivalentes en terme de régions par rapport au centre et des formules de péréquations, me semble là, la solution qui pourrait le mieux permettre le développement régional. L'idée c'est que ça implique plus que 1% ou 1/2% du budget de l'Etat mais permette vraiment de répartir des masses monétaires importantes. Par ailleurs, cette péréquation se retrouve un peu sans objet si elle ne s'appuie pas sur un support politique, que ce soit par des instances élues démocratiquement et puis tout le processus habituel, soit par des délégations à des organismes qui peuvent remplir certaines fonctions. Le modèle du CRSSS dans ce cas-là est un de ceux qui sont les plus avancés. Donc, s'il n'y a pas en même temps ces formules de péréquation et une décentralisation des décisions vers les régions, ça risque d'être beaucoup moins intéressant. Pour faire de la péréquation, faut quasiment (sans ça c'est très difficile d'application) que tu te donnes un appareil quelconque, qui lui, prend la charge d'administrer les sommes qui sont ainsi libérées.

Comme je te dis, c'est pas très précis encore mais tu sens qu'il y a de plus en plus de gens qui commencent à penser comme ça et tu sens aussi qu'il y a des courants, ce n'est pas seulement dans la pensée mais c'est observable dans la réalité. En fait, c'est ce que nous disions tantôt: toute la question de l'informatique et de la télé-informatique accorde une plus grande importance à la circulation de l'information plutôt que celles des biens, d'autant plus que tu pourras de moins en moins les faire circuler parce que ça va te coûter trop cher de transport. A ce moment-là, dans ce modèle, l'Est du Québec se trouverait dans une position privilégiée pour entrer avec quelques longueurs d'avance dans le nouveau type de société post-industrielle vers laquelle on se dirige. Mais ça c'est une hypothèse, c'est une vision et je ne suis pas sûr que ça figure dans les manuels scolaires, mais il y a quelque chose là en tous cas. Même si on peut difficilement évaluer le mérite de ces hypothèses, on peut tout de même avancer que cela a une valeur "séminarieristique" comme on dit.

Q-q Finalement tu as deux approches:

Première approche qui prévaut à un rattrapage au niveau économique. On sait qu'on a toujours essayé de rattraper avec les mêmes outils; tu es sûr que si tu pars deuxième, tu vas arriver deuxième.

R- Oui, d'autant plus que le Québec est lui-même 2e ou 3e dans ce système là, puis il essaie de rattraper Chicago.

Q- Si on essaie de rattraper le modèle qui prévaut aux Etats-Unis, on a des chances de passer à côté. Deuxième approche, tu dis "revalorisons le taux de subsistance un peu mais on minimise le placement des marchandises". Je voudrais savoir si c'est comme ça que la région s'est sous-développée. Je me demande jusqu'à quel point la technologie finalement qu'on importerait des Etats-Unis, viendrait nous développer alors qu'elle nous a toujours sous-développés jusqu'à date?

R- Bon, on l'importe, c'est relatif. On fabrique des ordinateurs à Rimouski, comme vous savez, on ne fabrique pas depuis une couple de semaines parce que c'est fermé, mais quand même d'une part. D'autre part nous développer, ça dépend toujours de ce qu'on entend par

développement. Il est certain que cet apport technologique là va développer pas seulement l'Est du Québec mais l'ensemble de la société nord-américaine et c'est déjà commencé. Tu vas par exemple dans une Caisse populaire pour faire ton inter-caisse puis tu es rendu dans ce système-là.

Q- Oui, mais justement par le système inter-caisse, les caisses populaires veulent mettre sur pied et améliorer le système des caisses centrales. Qu'est-ce que ça va faire ça? Ça va canaliser l'épargne au centre...

R- Tu n'as pas besoin de canaliser l'épargne avec le système inter-caisse. Au contraire, tes affaires avancent, tu as une complication énorme parce qu'avant il fallait que tu aies une gestion canalisée qui prenait beaucoup de temps avant qu'il se prenne des décisions sur des déplacements de fonds. Maintenant, c'est instantané. On change complètement de type de société avec ça. Puis, on peut pas encore mesurer les effets concrets de ces changements, mais ça va être majeur. Finalement, ce qui devient de plus en plus important dans une société, c'est la circulation de l'information et que cette technologie là la rend accessible à tout le monde. A ce moment-là, tu n'as plus la même relation de dépendance d'une société régionale par rapport à tes régions centrales où tu as la transformation des matières premières alors que toi tu ne fournis que la matière première. C'est ça actuellement le "pattern" du développement économique mais si tu te dis que c'est de plus en plus la circulation de l'information, alors là tu n'as plus la même relation de dépendance.

Q- Ce ne sont pas des investissements productifs non plus...

R- Ah! Ça peut l'être. Mais dans mon esprit, ça veut dire par exemple pour l'Est du Québec, que tu es dépendant de la formule de péréquation qui est retenue; mais si tu dis que c'est \$300 millions qu'on te remet parce que c'est 300 mille habitants, \$300 millions par année qui est retourné par l'Etat central vers cette région là, indépendamment de la gestion d'un certain nombre d'autres programmes (quoiqu'il y a d'autres programmes aussi que tu peux à ce moment-là éliminer pour dire on va changer cette formule). Finalement, l'Etat central dit: "on ne vous envoie pas d'aide sociale ni un morceau d'hôpital ou un morceau de route, mais un budget global et arrangez-vous avec ça."

Q- A ce moment-là on parle de pouvoir régional?

R- Oui.

Q- Comment le mettre sur pied ce pouvoir et qui l'aurait?

R- C'est pas un combat que tu peux mener seul, parce qu'il n'y aura pas de kibboutz dans l'Est du Québec pendant que tout le reste du Québec va être organisé autrement. Tu n'auras pas de gouvernement régional dans l'Est, tu vas avoir des gouvernements régionaux partout au Québec et un ici. Je ne peux pas dire qu'on n'aura pas à mener une lutte à l'avant-garde dans ce domaine là, mais c'est clair, ce ne sera pas une bataille qu'on peut gagner seul.

Q- Présentement, le CRD, que fait-il là-dedans?

R- Ah! Il fait bien son possible, mais c'est un organisme consultatif sans pouvoir d'une part, d'autre part c'est un

organisme qui s'inscrit dans la lignée ou dans l'affiliation du BAEQ comme de cette longue Histoire. Et puis, c'est un peu comme dans la chanson: "...en 67 tout était beau", mais il y a un certain désenchantement par rapport à toute l'idéologie du développement régional, etc.. Les résultats ont été relativement minces compte tenu des efforts qui ont été consentis, tant par l'Etat planificateur et central que par les citoyens dans toutes sortes d'aventures. Bien souvent, ça prenait un goût du risque qui était en haut de la moyenne. Donc, tout cela n'a pas donné beaucoup de résultats comparés aux efforts qui ont été mis là-dedans et selon les attentes également. Les attentes peuvent toujours se relever ou se rabaisser (on évolue facilement) mais lorsque ton équilibre est toujours négatif, cela amène une certaine démobilisation, une désaffection. Le CRD se situe à cet égard comme bon nombre d'organismes régionaux et de gens qui ont fourni beaucoup d'efforts. On remarque également que presque toutes les expériences de développement qui ont eu cours ces dernières années ont une envergure qui ne dépasse pas beaucoup le niveau de la localité ou de l'intermunicipalité immédiate. Il n'y a pas tellement de vastes projets régionaux; ces ambitions se sont considérablement refroidies ou calmées. Il y a davantage de visées locales. Cela ne veut pas dire que ce n'est pas une bonne façon de procéder mais, en tout cas, cela complique sérieusement la position d'un organisme qui s'est toujours donné une vision, une pensée et une action régionale; cela demande donc des ajustements qui ne sont pas toujours faciles et rapides.

Q- Il me semble que les efforts des gens d'ici qui travaillent sur des projets particuliers sont disparates. En fait ce qu'il faut, n'est-ce pas une véritable table centrale où tous pourraient se rencontrer et ainsi en arriver à des actions communes?

R- En fait, si il y en a de ces tables-là, elles ne fonctionnent pas aussi bien qu'on le souhaiterait. Elles sont parfois mal organisées mais généralement c'est parce qu'elles n'ont pas le "staff" qu'elles devraient avoir. C'est peut-être également parce que les agents locaux n'ont pas encore tellement perçu le besoin de regroupement, soit que cela n'est pas encore assez important pour qu'ils y consacrent de l'énergie ou bien ils n'ont pas de temps disponible étant donné que leurs projets locaux leur demandent tout leur "petit change".

Q- Faudrait s'entendre sur la même notion de développement...

R- Il y a de fortes ressemblances dans tout le troisième secteur (celui qui est ni public ni privé), mais sans qu'on puisse parler d'une affinité parfaite, il y a des pensées intellectuelles, morales et autres qui peuvent permettre une concertation intéressante. D'abord, la perception que les gens ont de ces affinités grandit mais n'est pas rendue au même niveau dans tous les cas pour que cela les amène à la décoloration. D'autre part, bien souvent ils ne peuvent collaborer puisqu'ils n'ont pas le temps de faire autre chose que de s'occuper de leurs projets, faute de personnel et de diverses autres ressources.

Q- La solution ne serait-elle pas de promouvoir une conscience régionale, ou si cette solution est plutôt utopique?

R- Je n'irai pas jusqu'à dire utopique. Par ailleurs, il ne

faut pas s'attendre qu'une conscience régionale va faire des miracles; c'est un objectif souhaitable mais qui n'est pas toujours d'une efficacité exemplaire. La conscience régionale peut être qu'une conscience de type émotif (un peu comme le nationalisme, remarque qu'on est bien en droit de l'être, on est pas seulement une tête), mais si c'est uniquement ça, c'est beaucoup plus difficile car on s'approche finalement de moins en moins à de grands objectifs. Aujourd'hui, la plupart des régions au Québec sont maintenant connectées entre elles par un pouvoir central. Antérieurement, avant que la télévision et les grands journaux nationaux s'implantent ici, tu avais facilement une protection contre le Québec; maintenant ce n'est plus le cas.

Donc, ce régionalisme s'accroche ou se base de moins en moins sur la réalité; je ne pense pas que ce soit là-dessus qu'on puisse développer une conscience régionale solide. C'est plutôt dans les luttes, les actions et les efforts communs qui peuvent se mener dans une région comme la nôtre qui vont favoriser l'émergence d'une véritable conscience régionale, et cela, que ce soit par l'appropriation de certains moyens de communications (exemple: Radio-Québec), que ce soit par des revendications qui dans bien des cas ont l'air farfelues, petites par rapport au vaste problème du développement régional. On a seulement qu'à se rappeler, il y a un an et demi, lorsqu'on a présenté une pétition de 20,000 signatures afin de protester du coût élevé de l'essence dans l'Est du Québec, et cela, avec très peu de moyens et en très peu de temps. On peut également penser au dossier de l'amélioration de la route 132 dans lequel toute la région s'est impliquée. Donc, je pense que c'est dans des actions communes que tu peux forger une conscience régionale qui soit autre chose que simplement émotive, dans le sens presque péjoratif du terme.

Q- Qui dit conscience régionale, dit également conscience d'appartenir à sa région et connaître ses besoins et sa situation économique, sociale, culturelle, etc., mais également des relations que ta région effectue avec les autres régions. Je ne crois pas qu'il faut uniquement fonctionner seul dans notre petit patelin respectif, sans tenir compte des autres...

R- Non, on ne peut plus vivre en vase clos. Il faut tenir compte d'une certaine réalité qui modifie la notion de région. Autrefois, on devait se débrouiller avec les moyens qu'on avait parce que les moyens de communication et de transport étaient peu développés. Il n'y a pas si longtemps, lorsque tu parlais de Gaspé pour te rendre à Rimouski, tu étais bien content d'arriver parce que tu avais fait tout un voyage; ce qui est beaucoup moins vrai aujourd'hui. Donc, la notion géographique de la région a évolué. Antérieurement, les réalités régionales étaient fondées sur la géographie, exemple: la constitution des diocèses. Aujourd'hui, ces réalités ont beaucoup moins d'importance ou du moins une tout autre signification. Les réalités d'hier sont remplacées par autre chose étant donné la transformation de notre société dans divers domaines. Ces réalités peuvent être changées par de nouveaux mécanismes politiques ou bien par des moyens de communication plus poussés; je pense, par exemple, aux médias de masse qui vont venir refaire cette unité territoriale qui perd de sa signification dans d'autres domaines. Dans ce sens, la région n'est pas

faite, elle est à faire et à refaire.

Q- Ça va être de plus en plus dur de vendre la notion de région car anciennement lorsque les moyens de communication n'étaient pas encore tellement améliorés, une personne vivant à Gaspé, s'identifiait à son coin de pays, mais avec ce changement, la conscience régionale en prend un coup si elle ne repose plus sur quelque chose de nouveau...

R- Ce quelque chose de nouveau ne pourra plus être strictement émotif ou qu'uniquement sentiment d'appartenance. Je pense qu'elle va être de moins en moins codée à un territoire, du moins à des aspects uniquement territoriaux, quoique la région va toujours être un territoire malgré tout. Ça va prendre des frontières à quelque part mais tout en étant de plus en plus une conscience d'une solidarité qui va surgir d'actions plus ou moins communes.

Q- Donc, ça va être une conscience de classe plus qu'une conscience régionale...

R- Oui, si tu veux, conscience de classe ou d'actions communes, mais plus une conscience d'actions communes que de classe, parce que les classes n'ont pas une particularité régionale forte. C'est prolétaire dans l'Est du Québec, c'est prolétaire partout. Prolétaire de toutes les régions, c'est anti-régionaliste cette approche-là.

Q- On peut citer plusieurs exemples d'actions communes ou de prise de conscience commune ici dans l'Est du Québec. Je pense par exemple au ROCC (Regroupement des Organismes Communautaires et Culturels de Rimouski) qui a vu le jour dernièrement. Comment expliquer le fait que le ROCC se retrouve à Rimouski et pas ailleurs au Québec?

R- Pour ce qui est du cas du ROCC, il faut dire qu'on le retrouve dans la région de Rimouski, point. On ne peut pas dire que le moment qu'il s'est essaimé aux quatre coins du territoire d'une part; mais d'autre part, c'est en même temps relié à un phénomène conjoncturel qui lui, risque de se répéter à toutes sortes d'endroits; ce sont finalement des écoles qui se ferment. Il va y avoir de plus en plus d'écoles qui vont fermer et, de ce fait, tu vas avoir de plus en plus d'actions qui risquent de ressembler vaguement au ROCC. Ces écoles libres vont certainement créer des regroupements, des utilisations communautaires intéressantes.

Q- On peut peut-être expliquer également l'émergence du ROCC comme une prise en main de la population de ce qui lui appartient. Présentement, on parle d'une prise en main au niveau culturel, mais ça peut amener des gens à suivre l'exemple mais dans des domaines différents. Je ne sais pas si tu es de mon avis mais je pense que ça s'en vient assez vite. Les gens ont de plus en plus tendance à s'occuper de leurs affaires. Ça peut aller plus loin: ça peut même en arriver au pouvoir régional dont on parlait tout à l'heure...

R- Je pense que c'est ça la vraie notion de développement régional; c'est des gens qui se regroupent pour faire des choses ensemble afin de répondre à leurs besoins. Pas pour répondre à un modèle quelconque de développement qui est parachuté, mais vraiment pour penser et faire eux-mêmes leur propre développement.